



DECLARATION PREALABLE CHS CT DU 28 OCTOBRE 2019

Monsieur le président du CHS-CT, mesdames, messieurs,

LI – QUI – DA – TION

Liquidation: voilà le maître mot qui guide l'action gouvernementale, action à point nommé orientée par le rapport Gardette, chapitre pertes sans profits.

Lequel rapporteur fût opportunément «ci-devant» directeur-adjoint du recouvrement de l'administration fiscale au Québec de 2002 à 2004. Le Québec, la belle province du Canada, un des premiers pays occidentaux à sabrer dans sa fonction publique: 30 000 postes supprimés, des contractuels en masse, la refonte des jours maladies payés, l'allongement de l'âge de départ à la retraite, la rétribution à la performance, on en passe. Ça ne vous rappelle rien? Nous si, et le rapport Gardette n'en est qu'un triste copier-collé, repris comme un mantra par ce gouvernement.

Et la Douane dans tout ça: perte de la gestion et des contrôles des boissons non-alcooliques, de la TGAP, de la TVA pétrolière, des droits annuels de francisation et de navigation, de la TVA à l'import, des taxes sur le charbon et le gaz naturel, sur les tabacs et alcools, sur les véhicules routiers. Et sans compter bien entendu de la perte du recouvrement contentieux, le tout transféré à la DGFIP sans que nos collègues de cette administration n'en voient leurs effectifs s'adapter à ces nouvelles missions.

Et sans clarification sur l'accompagnement des agents impactés par la destruction de leurs métiers; l'administration dit: «on va faire des groupes de travail». Ben tiens, la belle affaire ... Et pendant ce temps, on apprend que notre directrice générale, qui à défaut de se faire tailler un costard taille des croupières dans nos missions, va se faire habiller de neuf avec des galons à 5 clous sur les épaules (si, si !!! c'est dans le Journal Officiel) ... Vu la baisse prévue des effectifs, elle restera bientôt seule avec son adjoint sans personne à commander; mais qu'importe le ramage, pourvu qu'on en ait le plumage ... (*C'est de J. de La Fontaine, qui avait déjà tout compris*).

Nous disons **STOP** au processus dévastateur de transfert de taxes de la DGDDI à la DGFIP !

Le rejet de l'action gouvernementale, destructrice de la fonction publique dans son ensemble, est sur les rails. D'ailleurs en termes de rails ... les cheminots, stigmatisés injustement par ce gouvernement, nous montrent l'exemple de ce qui doit être fait.

La fonction publique est au service des citoyens, elle est le ciment de ce qui nous unit, nous devons la défendre en nous opposant à tout prix aux lois quand elles sont cyniques, scélérates, illégitimes.

Pour finir, sortons du désastreux chapitre «Avenir de l'administration» et engageons nous sur le chapitre des «Libertés publiques». Convenez que la perte de liberté, et de sens donc, est un élément de stress important, et qu'il trouve sa place à être évoqué dans notre instance.

ALICEM: est-ce que cet acronyme vous inspire? C'est la porte d'entrée que le gouvernement s'apprête à expérimenter pour justifier dans l'avenir de la reconnaissance faciale, de l'identification biométrique.

Le créateur de l'anthropométrie judiciaire, Alphonse Bertillon, avait réservé il y a 130 ans son système d'identification faciale par photographie, le premier, aux criminels de droit commun.

Plus fort encore, le président Macron veut introduire ce système fortement modernisé pour l'imposer à terme, n'en doutons pas, lui ou son successeur, à tous: ainsi selon le pouvoir politique, tout citoyen est désormais un délinquant en puissance qu'il convient d'identifier par l'analyse de sa face et d'éduquer par la peur.

Bienvenue dans la société de surveillance totale!

Arrêtons tout ça, ces reculs sociaux qui n'en finissent pas, cette société de contrôle qui se profile à l'horizon: tout est lié. Le gouvernement explique vouloir une société de vigilance : amis, ne relâchons pas notre vigilance contre la société de vigilance, qui introduit l'ère du soupçon permanent.

Et vous Jupiter, écoutez du haut de l'Olympe et descendez de votre gazeuse planète,

et ne nous faites pas haïr ce siècle !

NOU LÉ PAS PLUS NOU LÉ PAS MOIN: RESPECT A NOU.

Vos élus SNAD-CGTR
au CHS CT de La Réunion